

Nu 9

LHL  
N° 13 /CA du Répertoire

N° 99-91/CA du Greffe

Arrêt du 19 février 2004

Affaire : DJOSSOU Ebah Louis  
C/  
PREFET ATLANTIQUE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 1<sup>er</sup> juillet 1999 enregistrée au greffe de la Cour le 13 juillet 1999 sous le n° 621/GCS par laquelle monsieur DJOSSOU Ebah Louis, BP 364 Cotonou a saisi la chambre administrative de la Cour suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision du Préfet de l'atlantique portant retrait de sa parcelle D du lot 1747 à Fidjrossè – Centre puis son attribution à Madame TOFIO Véronique ;

Vu le mémoire ampliatif du requérant en date du 20 décembre 1999 enregistré au greffe de la Cour le 17 janvier 2000 sous le n° 0039/GCS ;

Vu la lettre n° 0049/GCS en date du 06 janvier 2000 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiquées au Préfet de l'Atlantique pour ses observations ;

Vu la mise en demeure faite au Préfet de l'Atlantique suite à son silence, par lettre n° 0817/GCS du 28 mars 2000 ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1529 du 21 juillet 1999 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;



Notifié L/m 0185-0186-0187/Ges du 11/01/2005  
PG-es L/m 0184/Ges du 28/01/2005

DE = Grátis  
enregistré à Cotonou le 5/7/04  
Fo 18 Case 2782-5  
Reçu Grátis  
Inspecteur de l'Enregistrement  
Blandine Tawon

112

88

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Eliane R. Ginette PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **EN LA FORME**

Considérant que le recours du requérant est recevable pour avoir été présenté dans les forme et délai de la loi ;

### **Au Fond**

Considérant que le requérant expose que suivant convention sous seing privé en date à Cotonou du 18 février 1983, il a acquis une parcelle de terrain sise à Fidjrossè – centre d'une superficie de 555 m<sup>2</sup>, auprès de monsieur Norbert TAMADAHO ;

Qu'à l'occasion des travaux de lotissement de la zone, il s'est acquitté des frais d'état des lieux et de ceux de lotissement à la SONAGIM et a été enfin recasé en 1987 sur la parcelle "D" du lot 1747, (cf relevé d'état des lieux sous le n° 1968 b du 28/03/1984) ;

Qu'il y a érigé un bâtiment en matériaux définitifs et y a vécu avec sa famille jusqu'en 1993, année où il a déménagé pour Porto-Novo ;

Qu'il a mis ledit immeuble en location ;

Que par la suite, la zone a été déclarée domaine réservé à la C.R.I. ;

Que pour des raisons inconnues, le Préfet du département de l'Atlantique a fait procéder à un remorcellement et relotissement de la même zone puis à une redistribution des parcelles nouvelles ;



Qu'à la suite de cette redistribution, aucune parcelle ne lui a été attribuée et que bien au contraire sa parcelle initiale a été réattribuée à madame TOFIO Véronique qui l'a rétrocédée à maître Hélène AHLOU-KEKE ;

Considérant que le requérant explique que le 15 janvier 1999 il a adressé au Préfet du département de l'Atlantique un recours gracieux resté sans réponse ;

Que c'est alors qu'il a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation pour excès de pouvoir en date du 1<sup>er</sup> juillet 1999 ;

Considérant que le requérant tire moyen de l'absence d'une procédure légale et réglementaire soutenant les travaux de remorcellement et de relotissement de la zone dite réservée à la C.R.I. puis de redistribution de parcelles nouvelles ;

Considérant que pour n'avoir pas réagi au recours gracieux exercé par le requérant, ni à la mise en demeure à elle adressée par la Cour, l'autorité préfectorale est réputée avoir acquiescé aux allégations du requérant, en application des dispositions des articles 69 et 70 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction du dossier que les raisons ayant amené le Préfet du département de l'Atlantique à déclarer la zone antérieurement morcelée réservée à la C.R.I. sont inavouées parce qu'illégales ;

Que partant des décisions du Préfet du département de l'Atlantique relatives, après un premier recasement, à un nouveau morcellement et lotissement de cette même zone et à de nouvelles attributions de parcelles sont illégales et doivent être regardées comme des actes nuls et nonavenus et portant une atteinte grave aux intérêts et droits du requérant ;

Qu'en égard à tout ce qui précède, il y a lieu de dire que le requérant reste attributaire de la parcelle "D" du lot 1747 à Fidjrossé centre telle que recasée à l'état des lieux n° 1968 b ;



*[Signature]*

*[Signature]*



**PAR CES MOTIFS :****DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours en date à Cotonou du 1<sup>er</sup> juillet 1999 de monsieur DJOSSOU Ebah Louis tendant à déclarer nulle et non avenue la décision du Préfet de l'Atlantique portant remorcellement du domaine réservé à la C.R.I. à Fidjrossè – Centre et attribution de la parcelle D du lot 1747 dudit domaine est recevable.

**Article 2** : La décision du Préfet de l'Atlantique portant attribution de la parcelle D du lot 1747 de Fidjrossè Centre à madame TOFIO Véronique est nulle et non avenue avec toutes les conséquences de droit.

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA,**

**PRESIDENT ;**

**Joachim AKPAKA**

**ET**

**Eliane Ginette PADONOU**

}  
{  
}

**CONSEILLERS**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf février deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**René Louis KEKE,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

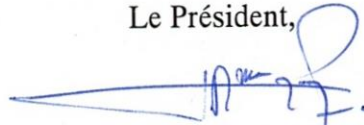



Et de Geneviève GBEDO,

**GREFFIER;**

Et ont signé

Le Président,



**J. O. ASSOGBA.-**

Le Rapporteur,



**E. G. PADONOU.-**

Le Greffier,



**G. GBEDO.-**



